

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/02/2014

Publication : 28/02/2014

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Le Chef de Service
Nathalie MAILLOT
Nathalie MAILLOT

Conseil Général
Haut-Rhin 

Direction de l'Autonomie
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Colmar, le

2014 00079

du **ARRETE** **19 FEV. 2014** **DA**

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire
et fixation des prix de journée hébergement et des tarifs dépendance 2014
de l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE,
LE BONHOMME et FRELAND**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L. 314-1 et suivants, R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R. 314-204, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment son article 45 ;
- VU** le rapport et la délibération CG-2013-5-4-3 du 5 décembre 2013 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2014 ;
- VU** la convention tripartite de deuxième génération en date du 19 mars 2010 intervenue entre le Département du Haut-Rhin, l'Agence Régionale de Santé et l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE, LE BONHOMME et FRELAND ;
- VU** la convention relative au versement de la dotation globale afférente à la dépendance en date du 15 mars 2010 intervenue entre le Département du Haut-Rhin et l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE, LE BONHOMME et FRELAND ;

VU l'avenant N°1 à la convention APA en date du 6 février 2013 intervenue entre le Département du Haut-Rhin et l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE, LE BONHOMME et FRELAND ;

VU les propositions budgétaires formulées par l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE, LE BONHOMME et FRELAND et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF ;

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2014, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE, LE BONHOMME, FRELAND à sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
Total des dépenses (classe 6)	4 536 320,00 €	1 213 590,00 €
Total des recettes (classe 7)	4 551 820,00 €	1 197 590,00 €
Intégration du résultat (+/-)	-15 500,00 €	16 000,00 €

ARTICLE 2 :

Les prix de journée applicables à compter du **1^{er} février 2014** pour l'EHPAD « Résidence Médicalisée du CANTON VERT » de ORBEY, LAPOUTROIE, LE BONHOMME, FRELAND sont fixés à :

Hébergement :

- Résidents de plus de 60 ans, chambre à 1 lit : 54,42 €.
- Résidents de plus de 60 ans, chambre à 2 lits : 53,63 €.
- Résidents de moins de 60 ans : 68,84 €.

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement, ci-dessus mentionné, diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance :

	Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1/2	18,74 €	13,70 €
GIR 3/4	11,90 €	6,86 €
GIR 5/6	5,04 €	Néant

La dotation globale APA, versée à l'établissement pour l'année 2014, est fixée à :
708 163,23 €.

ARTICLE 3 :

Les prix de journée applicables au 1^{er} février 2014 incluent le rattrapage de l'application du 1^{er} janvier au 31 janvier 2014 des prix de journée 2013 encore en vigueur dans l'attente de la fixation des nouveaux tarifs.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Pour le Président du Conseil Général

Michel CHOCHOY